

Van: CADTM-INFO <info@cadtm.org>**Aan:** CADTM-INFO <info@cadtm.org>**Datum:** 08/14/2009 12:31 PM**Onderwerp:** [CADTM-INFO] 2e bulletin spécial sur la résistance au Honduras (14 août 2009)Si vous ne pouvez pas lire ce bulletin, vous pouvez le consulter à cette adresse <http://www.cadtm.org/spip.php?article4678>**Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers****Monde**www.cadtm.org**2e bulletin spécial sur la résistance au Honduras (14 août 2009)****» Au 46ème jour de résistance populaire, la répression à l'encontre des opposants au régime putschiste s'intensifie**par Jérôme Duval, Cécile Lamarque et Sabine Masson^[1]

Au 46ème jour de lutte du peuple hondurien contre le Coup d'Etat et le gouvernement *de facto*, la Police et les Forces Armées ont une nouvelle fois fait preuve d'une extrême brutalité et d'une répression féroce à l'égard des manifestants. En dépit de la répression de la nuit dernière, une nouvelle manifestation qui a réuni des dizaines de milliers de personnes, pacifiques et déterminées, est partie de l'Université pédagogique. Elle allait se rendre au Palais présidentiel, mais à l'annonce de la loi votée par le Congrès National visant à rendre le service militaire obligatoire en cas de crise, les opposants au régime putschiste ont décidé de marcher vers le Congrès.

Alors que les manifestants avançaient vers le Congrès, le centre de la ville s'est vu encerclé par des centaines de militaires et de policiers en armes, empêchant la population de circuler librement et d'exercer son droit à manifester. Les manifestants ont alors subi de plein fouet la violence policière : gaz lacrymogènes, coups aux manifestants pris de panique, arrestations arbitraires, etc.

Suite à cette provocation des forces putschistes se déroule une confrontation devant le Congrès : la police lance des gaz contre les manifestants démunis, qui répondent par des jets de pierres. Après avoir gazé toute la place autour du congrès et le *Parque central*, les policiers et militaires pourchassent les manifestants qui essayent de fuir en se dispersant dans les rues, frappent les personnes qu'ils arrêtent. Des femmes ont subi des agressions sexuelles.

A 14h30 devant le Congrès, alors qu'une vingtaine de personnes ont déjà été arrêtées, nous sommes témoins de l'arrestation d'une dizaine d'autres, dont nous avons pu noter les identités afin de les communiquer aux associations qui assurent le suivi juridique des personnes détenues, la COFADEH (Comité des Familles de Détenus Disparus au Honduras^[2]) principalement. Les militaires et policiers s'en sont pris sans distinction et sans motif aux hommes, femmes et enfants. L'action collective sur la place devant l'édifice du Congrès a permis d'éviter la détention d'un mineur de quatorze ans, tandis que dans la cour du Congrès, on assistait impuissant à l'arrestation d'un professeur, Mabel Carolina Lopez, violemment maintenue au sol pendant près d'une demi heure par les militaires. Les éléments des forces armées qui étaient devant le Congrès élevaient leurs boucliers afin d'empêcher les journalistes de filmer, de prendre des photos. On bloque le passage à la délégation des droits humains, seule une procureur de COFADEH est reçue. Peu après, certains détenus sont apparemment transférés vers une caserne militaire tandis que d'autres sont amenés dans les sous-sols de l'édifice du Congrès. Un journaliste hondurien a également été agressé, les militaires lui ont arraché sa caméra. La répression était semblable voire plus cinglante en d'autres points du centre ville, ainsi qu'à San Pedro Sula, principale ville du Nord du pays.

Le régime putschiste a notamment utilisé le 'Poste 21' composé de militaires des forces spéciales Cobra, forces tristement célèbres pour les tortures qui y ont été perpétrées dans les années 1980. Y ont été enfermées de façon tout à fait illégale 26 personnes, dont on apprend par le Front des Avocats contre le Coup d'Etat qu'elles ont été torturées, frappées, humiliées. Toujours détenues, le régime putschiste veut les inculper d'actes terroristes!

En tant que « Mission d'Observation », nous nous sommes rendus à l'Hôpital Viera où se trouvait le député du parti Unificacion Democratica (UD) Marvin Ponce, blessé par balles au pied, afin de recueillir son témoignage. Impossible d'entrer dans l'hôpital, le gardien avait reçu l'ordre de ne pas nous laisser rentrer!

Dans un même temps, l'Université pédagogique nationale Francisco Morazán (UPNFM), le point de convergence de la résistance hondurienne, a été transformée en forteresse militaire. Une quarantaine de

personnes qui étaient à l'intérieur – professeurs, étudiants, syndicalistes, etc - ont été séquestrées plus de huit heures. Ils et elles ont été forcés à se rassembler au centre du terrain de basket, où les militaires les ont maintenus, l'arme pointée en leur direction. Il s'agit d'une détention illégale, réalisée par des forces militaires dans un lieu d'éducation supérieure publique dont l'autonomie est garantie par la Constitution.

Nous nous sommes rendus sur les lieux, accompagnés de deux avocates de la COFADEH afin de pousser à la libération des personnes détenues. Non sans mal, une journaliste de la *Cofadeh* parvient à rentrer, un avocat du *Front des Avocats contre le Coup d'Etat* était sur place. Le chef de police, Mr. Cerrato, déclare à la presse que les personnes retenues à l'intérieur font l'objet d'une enquête et doivent donner leur déclaration au sujet d'explosifs que la police et l'armée auraient trouvés à l'intérieur l'Université et attribuent aux opposants. Or, les personnes séquestrées expliquent que ces prétendues « preuves » sont du matériel utilisé par des infiltrés, des déchets de balles et de bombes lacrymogènes tirées la veille par la police contre l'Université.

Aujourd'hui 13 août, on reporte de nombreux blessés à l'Hôpital Escuela, le *Consejo Cívico de Organizaciones Populares e Indígenas* de Honduras (COPINH) déclare que 5 personnes de cette organisation sont portées disparues depuis hier. Les chiffres concernant le nombre de détenus varient selon les sources (police et ministère public). On craint que de nombreuses personnes demeurent disparues.

Cette nouvelle démonstration de force de la part du gouvernement illégitime de Roberto Michelletti et l'établissement d'un régime autoritaire restreignant chaque jour davantage les libertés fondamentales du peuple hondurien font ressurgir le spectre des dictatures latino-américaines des années 1970-1980. Face à l'escalade de violences et de répression, aux violations graves des droits humains, civils et politiques, la solidarité des citoyens et des mouvements sociaux est indispensable. Entre autres revendications, le Front contre le coup d'Etat appelle à faire pression sur les gouvernements du Nord afin qu'ils bloquent tout soutien financier au régime *de facto*.

[1] Jerome Duval et Cécile Lamarque sont membres du Comité pour l'Annulation de la dette du Tiers monde (CADTM). Sabine Masson est chercheuse à l'Institut des Hautes Etudes Internationales et du développement à Genève. Tous trois participent à la Mission internationale d'Observation et d'Accompagnement des organisations sociales en lutte contre le putsch au Honduras.

[2] Comité de Familiares de Detenidos Desaparecidos en Honduras, www.cofadeh.org/

[Faites un don](#) au CADTM via son site internet.

Ou bien en faisant un virement bancaire (IBAN BE06 0012 3183 4322, code Swift BIC : GEBA BE BB) ou en envoyant un chèque à l'ordre du CADTM. Mention : « Mission Honduras »